

POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE:
UN CADRE

PRÉAMBULE

Alors que le monde célèbre le 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, un nombre croissant de féministes, tant parmi les gouvernements qu'à l'extérieur, sont à l'avant-garde de nouvelles approches politiques conçues pour répondre aux problèmes et faire des avancées dans la quête mondiale pour l'égalité des genres¹ et la réalisation des droits fondamentaux des femmes.

Les problèmes actuels les plus urgents et les solutions envisagées ne sont pas radicalement différents de ceux traités à la conférence de Pékin. Cependant, le contexte a changé. Malgré des progrès mesurables dans certains domaines, tels que l'éducation des filles, la santé maternelle et, de plus en plus, l'abrogation des lois discriminatoires, nous faisons aujourd'hui face à de nouveaux défis qui menacent d'annuler les progrès accomplis et de faire reculer les droits. Aucun pays n'a vraiment atteint l'égalité des genres. Le monde est confronté à l'urgence de la crise climatique; aux inégalités sociales, économiques et politiques persistantes et à la baisse de confiance qui en résulte à l'égard de la mondialisation et des institutions internationales; à la suppression des dispositions législatives qui protègent les droits et la santé sexuels et reproductifs; aux attaques contre les femmes et les défenseurs/euses des droits humains LGBTQ+; à l'insuffisance des progrès réalisés en matière d'inclusion politique des groupes marginalisés; et aux crises politiques prolongées qui ont entraîné, entre autres, les migrations forcées les plus importantes depuis la Seconde Guerre mondiale.

En cette époque où le nationalisme, le populisme et la misogynie s'accroissent, il est temps de dénoncer les réactions hostiles et de chercher de nouveaux/elles alliés/es et défenseurs/euses de l'égalité des genres et des droits fondamentaux des femmes, en utilisant tous les outils à notre disposition. Alors que les défenseurs/euses de la justice de genre du monde entier se préparent à honorer l'héritage de Pékin et à lancer la prochaine génération d'engagements pour faire progresser l'égalité des genres, la politique étrangère féministe est un outil qui semble prometteur pour l'adoption d'une approche nécessaire, intersectionnelle et souvent multilatérale des droits des femmes, abordant simultanément les questions pressantes, telles que le changement climatique, la paix et la sécurité, la croissance inclusive, la santé mondiale et la réduction de la pauvreté. Nous sommes convaincus/es que chaque pays peut adopter une politique étrangère féministe, quel que soit son niveau de revenu, faible, moyen ou élevé. Au niveau national et international, l'adoption d'une approche féministe pourrait contribuer à l'amélioration du développement social et à l'atteinte du bien-être social et de l'égalité des genres. Une telle approche favorise l'inclusion, l'égalité, la paix et la sécurité, tant au niveau international que national.

Mais de quoi s'agit-il précisément? Ce document propose une définition et quelques éléments fondamentaux de la politique étrangère féministe, en s'inspirant de quelques exemples actuels², ainsi que des idées des penseurs/euses, défenseurs/euses et experts/es féministes à l'intérieur et à l'extérieur des gouvernements. Ce collectif grandissant sera officialisé dans le cadre du mouvement Génération Égalité de Pékin+25, dans l'espoir de faire connaître ce domaine émergent qu'est la politique étrangère féministe et d'augmenter le nombre de pays suffisamment audacieux pour l'adopter.



FÉMINISTE

LE MOT «FÉMINISTE»

L'adoption du terme «féministe» peut constituer un engagement profond, qui n'est pas nécessairement possible ou approprié pour tou-tes les acteur-trice-s dans tous les contextes. Les gouvernements qui envisagent d'élaborer des politiques étrangères féministes et les défenseur-seuse-s des droits des femmes qui les soutiennent pourront se concentrer sur les éléments de base, et auront la flexibilité de trouver leur propre façon de décrire leur engagement dans la langue et de la manière les plus utiles dans leur contexte unique.

Pour celles et ceux qui sont prêt-e-s à utiliser le terme de «féministe», cela peut être un signal fort de la part d'un gouvernement qui est prêt à poursuivre une approche plus transformatrice de la promotion de l'égalité des genres et de l'inclusion, d'une manière qui soit intersectionnelle et qui se concentre principalement sur la transformation des relations de pouvoir, et pas seulement sur l'adoption de mesures en faveur de certaines femmes.

Il y a plusieurs composantes au féminisme, il ne s'agit pas ici de le définir le terme, mais plutôt d'affirmer qu'il s'agit de promouvoir l'égalité, la non-discrimination, l'intersectionnalité, de perturber et de transformer les rapports de pouvoir, et que cette approche peut prendre différentes formes selon le contexte. La politique étrangère féministe doit donc elle aussi être ancrée, dans une approche intersectionnelle, dans la diversité des connaissances, des stratégies et des langues locales, et elle doit entièrement appartenir aux communautés qu'elle cherche à soutenir. Il convient de noter que les politiques étrangères féministes sont des cadres vivants, conçus pour engager un processus continu d'apprentissage et d'adaptation et, dans ce contexte, les éléments proposés ne doivent pas être considérés comme exhaustifs.

La mention du mot «féministe» peut mettre certaines personnes mal à l'aise. Pourtant, celles et ceux qui s'opposent à l'utilisation de ce terme ne veulent pas toujours à y faire obstacles; cela peut permettre de poser des questions, d'initier une conversation et de fournir une occasion d'éduquer et d'apprendre. À cet égard, il ne s'agit pas seulement de savoir s'il faut utiliser le mot, mais aussi de savoir comment l'utiliser – idéalement, en partant d'un lieu d'empathie et de connexion, pour initier des conversations plutôt que de construire des murs ou de se montrer condescendant.

C'est dans cet esprit que nous nous proposons de définir un cadre pour la politique étrangère féministe, dans l'espoir qu'il puisse être utile aux gouvernements qui songeraient à adopter et à mettre en œuvre un telle approche. Ce cadre est un outil initial, ainsi qu'une invitation à rejoindre un Groupe de travail mondial sur la politique étrangère féministe qui sera lancé dans le cadre du processus de Pékin+25 et du Forum Génération Égalité, qui se tiendra en juillet 2020.



ÉLÉMENTS-CLÉS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE



1. OBJECTIF

Formulez l'objectif d'adoption d'une politique étrangère féministe propre à la situation spécifique de votre gouvernement et adoptez des principes et des priorités similaires dans les politiques nationales, afin d'assurer l'équilibre et la cohérence entre les niveaux national et international.



2. DÉFINITION³

Donnez une définition de ce que la politique étrangère féministe signifie pour votre gouvernement: logique, valeurs, approche. Répondez à la question: en quoi est-elle différente de la politique étrangère habituelle? Utilisez une approche intersectionnelle, qui analyse, nomme et traite les chevauchements entre les différentes formes de marginalisation et de pouvoir (par exemple: sexe, race/l'origine ethnique, âge, handicap etc.).



3. PORTÉE

Définissez la portée de la politique: quels organismes et efforts sont visés? Incluez tous les éléments de la politique étrangère dans un seul document, en indiquant clairement les rapport hiérarchiques et la coordination entre les agences et les domaines, par ex. défense, diplomatie, commerce et aide internationale (le cas échéant). Encourager l'adoption d'approches transversales (pas uniquement verticales) pour intégrer des mesures relatives au genre dans les politiques et les programmes est un élément important et permet d'élargir les efforts visant à faire progresser l'égalité des genres et l'inclusion.⁴



4. RÉSULTATS VISÉS ET REPÈRES À ATTEINDRE AU FIL DU TEMPS

A la base, la politique étrangère féministe devrait viser à réaliser des changements au fil du temps pour obtenir des résultats spécifiques. Indiquez clairement les résultats que votre politique cherche à atteindre et précisez les délais envisagés pour les changements en question. Les résultats ciblés, élaborés en consultation⁵ avec les personnes qu'ils sont censés aider, peuvent avoir un impact sur certaines questions, tout comme la définition d'objectifs «plus larges» qui incitent les gouvernements à augmenter les ressources/ le niveau d'effort et à mettre au premier plan les problèmes perçus comme étant les plus importants (par exemple, le climat, la santé et les droits sexuels et reproductifs), en fonction du contexte spécifique.



5. PLAN D'OPÉRATIONNALISATION

Il est nécessaire d'indiquer la manière et le moment où la politique sera mise en œuvre et de fournir un plan d'action, avec les activités spécifiques et la période de mise en œuvre. Cela devrait comprendre:

Ressources: Quelles ressources (en matière de personnel, de financement et de recherche, par exemple) seront nécessaires pour atteindre les objectifs formulés? Cela devrait inclure des objectifs plus larges, visant à augmenter les effectifs de personnels et le soutien budgétaire.

Représentation et inclusion: Pour certains pays, le nombre de femmes dirigeantes impliquées dans leur politique étrangère comme une mesure de leur politique étrangère féministe. C'est une composante nécessaire, qui devrait être prise en compte à tous les échelons des ressources humaines, et ne devrait pas se limiter aux femmes, mais inclure également des considérations liées à la diversité pertinentes pour le contexte, telles que la race, la capacité, l'ethnicité, la religion, la langue, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, l'âge et d'autres formes d'identité. Il est recommandé également de fixer des indicateurs à

atteindre, tels que la parité des sexes et la diversité raciale dans les postes de direction, l'augmentation du nombre de conseillers en genre, la formation à l'égalité des genres pour tout le personnel, y compris les gestionnaires, et des efforts soutenus pour promouvoir la diversité dans la gestion et le recrutement des ressources humaines, le mentorat et le développement professionnel. Il est important de noter que cette composante ne concerne pas seulement les femmes occupant des postes gouvernementaux, mais la représentation de la société civile féministe tout au long du processus d'élaboration des politiques - le «comment» de la façon dont la politique est élaborée, mise en œuvre et évaluée, dans un processus féministe de conversation significative, bidirectionnelle, et pas seulement comme une consultation.

Calendrier de présentation des rapports:

Conformément au principe de transparence, le gouvernement devrait rendre compte au public de la mise en œuvre de la politique à des intervalles réguliers (annuellement). En plus de l'auto-déclaration, adoptez des systèmes de recherche et d'évaluation externes par des tiers pour valider et vérifier les résultats. Rendez les rapports accessibles au public dans plusieurs langues pour encourager l'apprentissage à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. Dans les situations où les principes ou les objectifs de la politique risquent de ne pas être atteints, reconnaître et nommer ces tensions est une bonne pratique qui permet de faire état des ses limitations et des enseignements tirés.

Renforcement des capacités: Les approches et perspectives féministes ne font généralement pas partie de la formation habituelle des diplomates, des experts en sécurité et des négociateurs commerciaux. Les plans d'opérationnalisation devraient indiquer comment les nouvelles approches analytiques seront renforcées et intégrées aux opérations quotidiennes.

ANNEXE: MESURES ILLUSTRATIVES DE RÉUSSITE

Le tableau suivant présente des mesures de réussite à titre illustratif, mais non-exhaustif, qui peuvent être utilisées pour les diverses composantes essentielles de la politique étrangère féministe.

MESURES INTERNES ET DE PROCESSUS

DROITS

- Politiques et protections internes pour faire progresser l'égalité des genres (par exemple, congés payés, violences sexuelles et sexistes et protections contre la discrimination)

RESSOURCES

- Augmentation en pourcentage des investissements dans les budgets et les ressources humaines des ministères au plan national et international
- Financement flexible
- Budgétisation de genre

REPRÉSENTATION

- Nombre de ministres, député-e-s et ambassadeur-drice-s issu-e-s des minorités
- Augmentation en pourcentage des conseiller-ère-s en matière d'égalité des genres
- Parité à tous les niveaux du personnel
- Inclusion de la société civile féministe dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre et l'évaluation des politiques

RECHERCHE ET RAPPORTS

- Suivi et évaluation de l'impact et de l'absorption des politiques internes
- Évaluations d'impact rigoureuses et indépendantes

PORTÉE

- Intégration transversale des mesures sensibles au genre, en appliquant une perspective de genre à toutes les politiques et tous les programmes
- Cohérence des politiques d'aide internationale, du commerce, de la défense et de la diplomatie

MESURES EXTERNES ET DE RÉSULTATS

- Amélioration des normes en matière des droits des LGBTQI+, des femmes, des indigènes/des minorités, des personnes handicapées, des jeunes/des personnes âgées, aux niveaux mondial, régional, national et étatique
- Promotion des droits les plus attaqués (santé et droits sexuels et reproductifs, y compris ceux des LGBTQI+ et avortement sécurisé; engagements environnementaux et climatiques)
- Soutien explicite aux défenseurs/euses des droits humains des femmes et des droits LGBTQI+ Protection et soutien des femmes artisanes de la paix

- Augmentation du soutien aux organisations féministes
- Augmentation du contrôle des fonds par les bailleurs de fonds féministes

- Création de politiques et programmes féministes en collaboration avec la société civile
- Augmentation du nombre de minorités occupant des postes de direction sociale, économique et politique

- Les investissements et les décisions politiques se fondent sur des preuves rigoureuses dans tous les domaines de la politique étrangère féministe (FFP)

- Réflexion des priorités dans les politiques intérieures et étrangères
- Adoption de l'intersectionnalité dans les domaines d'intervention et dans l'approche

MESURES DE RESPONSABILISATION

Spécifiques à l'égalité des sexes:

- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Déclaration et Programme d'action de Beijing
- Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (UNSCR 1325)
- Accords régionaux (Protocole de Maputo, Convention d'Istanbul etc.)

Générales:

- Programme de développement durable à l'horizon 2030 / Objectifs de développement durable (ODD)
- Déclaration universelle des droits de l'homme
- Conseil des droits de l'homme (y compris 6 procédures spéciales, Bureau de l'égalité des sexes)
- Mécanismes de règlement des différends commerciaux

- Marqueur de genre du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques) - 20/100 principal/significatif
- Validation externe de tous les paramètres autodéclarés
- Formation pour l'application d'une approche d'égalité des sexes aux politiques et programmes internationaux

- Quotas (au niveau national et à l'étranger)
- Engagements de parité
- Mise en œuvre duprocessus de consultation GAPS UK (Action de Genre pour la Paix et la Sécurité du Royaume-Uni)

- Indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités dans le temps ou «SMART»
- Rapports publics, indépendants et fondés sur les résultats concernant l'impact des politiques étrangères féministes pour chaque année
- Utilisation de techniques d'évaluation féministes

- Définition claire des politiques étrangères féministes
- Objectifs SMART déclarés pour la stratégie
- Repères au fil du temps

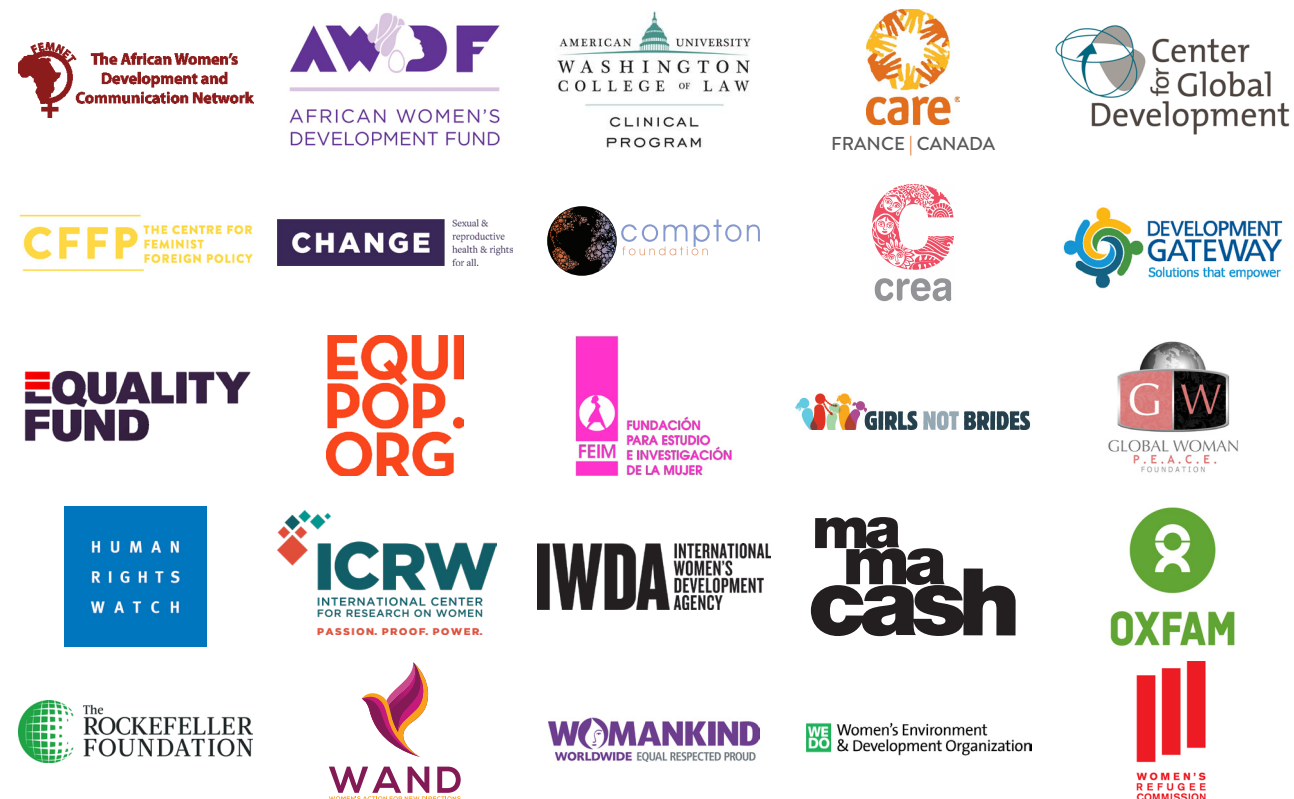
Ce cadre a été rédigé par Lyric Thompson, du Centre international de recherche sur les femmes, en consultation avec les personnes suivantes qui ont participé à une réunion pour réfléchir à ce que pourrait représenter un étalon-or mondial pour la politique étrangère féministe, et que nous remercions:

Cristopher Ballinas Valdés, États-Unis mexicains
Ann Bernes, Ministère des Affaires étrangères, Suède
Mabel Bianco, Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer
Sundaa Bridgett-Jones, La Fondation Rockefeller
Bridget Burns, L'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO)
Ellen Friedman, La Fondation Compton
Elissa Golberg, Global Affairs Canada (Affaires mondiales Canada)
Erin Hohlfelder, La Fondation Bill & Melinda Gates
Memory Kachambwa, Le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET)

Kristina Lunz, Le Centre pour la politique étrangère féministe
Geetanjali Misra, CREA
Delphine O, Ministère des Affaires étrangères, France
Megan O'Donnell, Centre pour le développement mondial
Blen Sahilu, avocate des droits des femmes et conseillère politique
Theo Sowa, Fonds de développement des femmes africaines
Rachel Vogelstein, Conseil des relations étrangères
Beth Woroniuk, Fonds pour l'égalité

La réunion a été tenue en anticipation des possibilités d'action pour faire progresser l'égalité des sexes et les engagements en matière de droits humains des femmes en accord avec les célébrations du 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, qui auront lieu au cours de l'année 2020. Le Cadre bénéficie des recherches plus larges et des consultations mondiales, s'étendant sur plus d'une année, avec plus de 100 organisations situées dans plus de 40 pays à travers le monde, qui ont été menées pour comprendre ce que les penseur-seuse-s, les défenseur-seuse-s et les responsables féministes pensent que devrait être la politique étrangère féministe, en l'absence d'une définition mondiale standard.

L'Accord-cadre initial a été distribué en anglais. Veuillez trouver toutes les mentions sur la version anglaise.



NOTES FINALES

- 1) Égalité indépendamment de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre ou des caractéristiques sexuelles.
- 2) Au moment de la rédaction de cet article: Suède (2014), Canada (2017), France, Mexique et Luxembourg (2019-2020)
- 3) Thompson, L., and Clement, R. (2019). Thompson, L. et Clement, R. (2019). Defining Feminist Foreign Policy (Définir la politique étrangère féministe). Washington, DC: Centre international de recherche sur les femmes. La politique étrangère féministe est la politique d'un État qui définit ses interactions avec les autres États, ainsi qu'avec les mouvements et les autres acteurs non étatiques, d'une manière qui privilégie la paix, l'égalité des sexes et l'intégrité environnementale, consacre les droits humains de tous, cherche à perturber les structures de pouvoir coloniales, racistes, patriarcales et dominées par les hommes et alloue des ressources importantes, y compris des recherches, pour réaliser cette vision. La politique étrangère féministe est cohérente dans son approche à travers tous ses leviers d'influence (par exemple, la défense, la diplomatie, le commerce, l'immigration, l'aide (le cas échéant)), ancrée dans l'exercice de ces valeurs au niveau local, et elle est créée en collaboration avec des activistes, groupes et mouvements féministes, au niveau national et à l'étranger.
- 4) Ministère des affaires étrangères, Suède. (2018) Handbook - Sweden's feminist foreign policy (Manuel - Politique étrangère féministe de la Suède). Récupéré de <https://www.government.se/reports/2018/08/handbook-swedens-feminist-foreign-policy/>
- 5) GAPS UK. (2019). Beyond Consultations - A tool for meaningfully engaging with women in fragile and conflict-affected states. (Au-delà des consultations - Un outil pour s'engager de manière significative avec les femmes dans les États fragiles et touchés par des conflits). Récupéré de <https://www.beyondconsultations.org/>

Citation suggérée:

Thompson, L. (2020). Feminist Foreign Policy: A Framework. Washington, DC: International Center for Research on Women.

